

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE L'ÉTAT DANS LE VAL-D'OISE

JUIN 2023 - RAAE n° 70 du 23 juin 2023
publié le 23 juin 2023

Préfecture du Val-d'Oise
Direction de la coordination et de l'appui territorial
Bureau de la coordination administrative
CS 20105 - Avenue Bernard Hirsch
95010 CERGY-PONTOISE

Tél : 01 34 20 29 39
mél : pref-raa95@val-doise.gouv.fr

L'intégralité du recueil est consultable en préfecture
et sur le site Internet de la préfecture du Val-d'Oise : www.val-doise.gouv.fr

PRÉFECTURE DU VAL-D'OISE

CABINET - DIRECTION DES SÉCURITÉS

Service interministériel de défense et de protection civiles

Arrêté n° 2023-476 du 20 juin 2023 relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité, à ses sous-commissions et commissions d'Arrondissement dans le Val-d'Oise 1

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA LÉGALITÉ

Bureau des finances locales

Arrêté n° A 23-181 du 23 juin 2023 portant transfert des compétences "stockage" et "distribution" de l'eau potable de la commune de Nucourt au Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau potable (SIAEP) du Vexin Ouest 21

Bureau de la réglementation et des élections

Arrêté du 20 juin 2023 portant agrément n° 15-95-2023 pour l'exercice de l'activité de domiciliation d'entreprises à la société DOM & GES sise 8Bis Rue de la République à Ermont (95120) 23

Arrêté de convocation n° 2023-076 du 23 juin 2023 portant désignation de délégués et de suppléants en vue de l'élection des sénateurs - Commune de Boissy l'Aillierie 25

Arrêté de convocation n° 2023-077 du 23 juin 2023 portant désignation de délégués et de suppléants en vue de l'élection des sénateurs - Commune de Bruyères-sur-Oise 26

Arrêté de convocation n° 2023-078 du 23 juin 2023 portant désignation de délégués et de suppléants en vue de l'élection des sénateurs - Commune de Magny-en-Vexin 27

Arrêté de convocation n° 2023-079 du 23 juin 2023 portant désignation de délégués et de suppléants en vue de l'élection des sénateurs - Commune de Valmondois 28

Arrêté de convocation n° 2023-080 du 23 juin 2023 portant désignation de délégués et de suppléants en vue de l'élection des sénateurs - Commune de Chars 29

Arrêté de convocation n° 2023-081 du 23 juin 2023 portant désignation de délégués et de suppléants en vue de l'élection des sénateurs - Commune de PRESLES 30

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITÉS

Récépissé n° D.2023-134 du 23 juin 2023 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP952749943 31

Récépissé n° D.2023-152 du 23 juin 2023 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP898962782 33

Récépissé n° D.2023-154 du 23 juin 2023 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP923584312 35

Récépissé n° D.2023-158 du 23 juin 2023 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP903134344 37

Récépissé n° D.2023-159 du 23 juin 2023 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP835350877 39

Arrêté n°2023-476

relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité, à ses sous-commissions spécialisées et aux commissions d'arrondissement dans le Val-d'Oise

Le préfet du Val-d'Oise

Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de la sécurité intérieure ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code du travail ;

VU le code du sport ;

VU le code forestier ;

VU le code de la santé publique ;

VU le code de la voirie routière ;

VU le décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles modifié ;

VU le décret n°2020-806 du 29 juin relatif à certaines commissions à caractère consultatif relevant du ministère de la transition écologique et solidaire et du ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales ;

VU le décret du Président de la République du 9 mars 2022, nommant Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

VU le décret du Président de la République du 15 février 2022, portant nomination de M. Thomas FOURGEOT en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Val-d'Oise ;

VU la circulaire NOR INTE9500199C du 22 juin 1995 sur les commissions consultatives de sécurité et d'accessibilité ;

VU la circulaire interministérielle n° DGUHC/2006/96 du 21 décembre 2006 relative à la modification des missions et de la composition de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU l'arrêté du préfet du Val-d'Oise n°22-140 du 19 septembre 2022 modifiant l'arrêté n°22-119 du 25 avril 2022 donnant délégation de signature à M. Thomas FOURGEOT, directeur de cabinet ;

VU l'arrêté du préfet du Val-d'Oise n°2020-0024 du 15 octobre 2020 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, à ses sous-commissions spécialisées et aux commissions d'arrondissement dans le Val-d'Oise ;

Considérant la nécessité de renouveler la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité du Val-d'Oise et de ses sous-commissions ;

Considérant l'objectif partagé de simplifier les modalités procédurales de mise en œuvre des dispositions législatives et réglementaires encadrant le fonctionnement des commissions et sous-commissions dépendant de la CCDSA ;

Sur proposition du directeur de cabinet,

ARRÊTE

TITRE I : La Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité

CHAPITRE I : Attributions de la Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité

ARTICLE 1 : La Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (CCDSA), organisme compétent, à l'échelon du département, pour donner des avis à l'autorité investie du pouvoir de police, est renouvelée par le présent arrêté.

Ces avis ne lient pas l'autorité de police sauf dans le cas où des dispositions réglementaires prévoient un avis conforme.

ARTICLE 2 : La CCDSA exerce sa mission dans les domaines suivants et dans les conditions où sa consultation est imposée par les lois et règlements en vigueur, à savoir :

1. La sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, conformément aux dispositions des articles R. 146-25 à R. 146-35 et R. 143-1 à R. 143-47 du code de la construction et de l'habitation. La commission examine la conformité à la réglementation des dossiers techniques amiante prévus aux articles R. 1334-25 et R. 1334-26 du code de la santé publique pour les immeubles de grande hauteur mentionnés à l'article R. 146-3 du code de la construction et de l'habitation et pour les établissements recevant du public définis à l'article R. 143-2 de ce même code classés en 1^{ère} et 2^{ème} catégorie.

2. L'accessibilité aux personnes handicapées :

Les dérogations aux dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des logements, conformément aux dispositions de l'article R. 163-3 du code de la construction et de l'habitation.

Les dispositions relatives aux solutions d'effet équivalent prévues notamment aux articles R. 162-2, R. 162-4 et R. 162-7 du code de la construction et de l'habitation.

Les dispositions relatives à l'accessibilité des logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente.

Les dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public, aux dérogations à ces dispositions dans les établissements recevant du public et installations ouvertes au public, et aux agendas d'accessibilité programmée conformément aux dispositions des articles R. 162-8 à R. 165-17 du code de la construction et de l'habitation.

Les dispositions relatives au respect des règles d'accessibilité dans les projets de schéma directeur d'accessibilité-agenda d'accessibilité programmée des services de transport conformément aux dispositions du III de l'article L. 1112-2-1 et à l'article R. 1112-16 du code des transports, les demandes de dérogations motivées par une impossibilité technique qu'ils comportent et, le cas échéant, le préambule prévu par l'avant-dernier alinéa du I de l'article L. 1112-2-1 et les autres éléments qui portent sur plusieurs départements.

La procédure de constat de carence telle que prévue à l'article L. 165-7 du code de la construction et de l'habitation.

Les dérogations aux dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées ou à mobilité réduite de la voirie et des espaces publics, conformément aux dispositions du décret n° 2006-1658 du 21 décembre 2006 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics.

La commission consultative départementale pour la sécurité et l'accessibilité transmet annuellement un rapport de ses activités au conseil départemental consultatif des personnes handicapées.

3. Les dérogations aux règles de prévention d'incendie et d'évacuation des lieux de travail visées à l'article R. 235-4-18 du code du travail.

4. La protection des forêts contre les risques d'incendie visés à l'article R. 134-1 du code forestier.

5. L'homologation des enceintes destinées à recevoir des manifestations sportives prévue à l'article L. 312-5 du code du sport.

6. Les prescriptions d'information, d'alerte et d'évacuation permettant d'assurer la sécurité des occupants des terrains de camping et de stationnement de caravanes, conformément aux dispositions de l'article R. 125-15 du code de l'environnement.

7. La sécurité des infrastructures et systèmes de transport conformément aux dispositions des articles L. 118-1 et L. 118-2 du code de la voirie routière, L.1612-1 à 1613-5 du code des transports.

8. Les études de sécurité publique, conformément aux articles R. 111-48, R. 111-49, R. 311-5-1, R. 311-6 et R. 424-5-1 du code de l'urbanisme, et à l'article R. 143-38 du code de la construction et de l'habitation.

ARTICLE 3 : La commission départementale n'a pas compétence en matière de solidité. Elle ne peut rendre un avis dans les domaines mentionnés à l'article 2 que lorsque les contrôles techniques obligatoires selon les lois et règlements en vigueur ont été effectués et que les conclusions de ceux-ci ont été communiquées.

ARTICLE 4 : La commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité émet un avis sur la liste des établissements recevant du public dans le département.

CHAPITRE II : Composition de la Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité

ARTICLE 5 : La commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité du Val-d'Oise présidée par le préfet ou son représentant membre du corps préfectoral, est composée comme suit :

1- Membres permanents pour toutes les attributions de la commission, avec voix délibérative:

a. Les représentants des services de l'État :

- Le directeur départemental des territoires du Val-d'Oise ou son représentant ;

- Le directeur des services départementaux de l'éducation nationale du Val-d'Oise ou son représentant ;
- Le directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités ou son représentant ;
- Le directeur départemental de la sécurité publique du Val-d'Oise ou son représentant ;
- Le commandant du groupement de gendarmerie du Val-d'Oise ou son représentant ;
- Le chef du service interministériel de défense et de protection civiles de la préfecture du Val-d'Oise ou son représentant ;
- Le chef de l'unité départementale de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports ou son représentant ;
 - b. Le directeur départemental des services d'incendie et de secours ou son représentant ;
 - c. Trois conseillers départementaux désignés par le Président du conseil départemental et trois maires désignés par le Président de l'Union des maires du Val-d'Oise.

2 - Membres appelés à siéger en fonction des affaires traitées :

- Le maire de la commune concernée, ou l'adjoint désigné par lui ;
- Le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent pour le dossier inscrit à l'ordre du jour ;
- Le délégué territorial de l'agence régionale de santé dans le Val-d'Oise ou son représentant.

3 - En ce qui concerne les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur :

- Le représentant de la profession d'architecte nommé par l'Union nationale des syndicats français d'architectes (UNSAFA).

4 - En ce qui concerne l'accessibilité des personnes handicapées :

- Quatre représentants des associations de personnes handicapées du département parmi les associations suivantes :
 - Association pour adultes et jeunes handicapés du Val-d'Oise (A.P.A.J.H. 95) ;
 - Association des paralysés de France du Val-d'Oise (APF 95) ;
 - Fédération nationale des accidentés du travail et handicapés (FNATH) ;
 - Association nationale des maîtres-chiens guides (ANMCGA).

Et en fonction des affaires traitées :

- Pour les dossiers relatifs aux bâtiments d'habitation, trois représentants des propriétaires et gestionnaires de logements suivants :
 - Union sociale pour l'habitat d'Île-de-France (AORIF 95) ;
 - Fédération nationale des agents immobiliers (FNAIM 95) ;
 - Fédération nationale des promoteurs constructeurs (FNPC 95).
- Pour les dossiers relatifs aux établissements recevant du public et installations ouvertes au public, y compris les dossiers d'agendas d'accessibilité programmée, trois représentants des propriétaires et exploitants d'établissements recevant du public suivants :
 - le directeur de la Société SPACIA ou son représentant ;
 - le président de la Chambre de commerce et de l'industrie du Val-d'Oise ou son représentant ;
 - le président de la Chambre de métiers et de l'artisanat du Val-d'Oise ou son représentant.
- Pour les dossiers traitant de voirie ou d'espaces publics, les représentants des maîtres d'ouvrages et gestionnaires de voirie ou d'espaces publics suivants :
 - le président du Conseil départemental du Val-d'Oise ou son représentant ;
 - le président de la Communauté d'agglomération du Val-Parisis ou son représentant ;
 - le président de la Communauté de communes de la Vallée de l'Oise et des Forêts ou son représentant.

5 - En ce qui concerne l'homologation des enceintes sportives destinées à recevoir des manifestations sportives ouvertes au public :

- Le représentant du Comité départemental olympique et sportif ;
- Le représentant de chaque fédération sportive concernée invité en fonction de la discipline concernée par l'ordre du jour ;
- Le représentant de l'organisme professionnel de qualification en matière de réalisation de sports et de loisirs, Qualisport.

6 - En ce qui concerne la protection des forêts contre les risques d'incendie :

- Le représentant du Centre Régional de la Propriété Forestière ;
- Le représentant de l'Office nationale des forêts dans le Val-d'Oise.

7 - En ce qui concerne la sécurité des infrastructures et systèmes de transport :

En fonction des affaires traitées et avec voix délibératives :

- Le président du Conseil départemental ou un vice-président ou à défaut un conseiller départemental désigné par lui ;
- Un ou plusieurs représentants des services de l'État dont la présence s'avérerait nécessaire pour l'examen des dossiers inscrits à l'ordre du jour.

A titre consultatif en fonction des affaires traitées :

- Le président de la chambre de commerce et d'industrie territoriale ou son représentant.

8 - En ce qui concerne l'étude préalable de sécurité publique sur la protection des personnes et des biens lors des projets d'aménagement et la réalisation des équipements collectifs et des programmes de construction :

- Le représentant du Syndicat national des aménageurs-lotisseurs ;
- Le représentant de l'agence foncière territoriale de la région parisienne ;
- Le représentant du groupe immobilier 3F.

CHAPITRE III : Fonctionnement de la Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité

ARTICLE 6 : Le secrétariat de la commission est assuré par le service interministériel de défense et de protection civiles (SIDPC).

ARTICLE 7 : La convocation écrite comportant l'ordre du jour, sera adressée aux membres de la commission dix jours au moins avant la date de chaque réunion.

Ce délai ne s'applique pas lorsque la commission souhaite tenir une seconde réunion ayant le même objet.

ARTICLE 8 : Le rapporteur, désigné par arrêté préfectoral en fonction de la nature du dossier à traiter, présente le rapport d'étude à la commission et propose un avis.

ARTICLE 9 : La commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ne délibère valablement, en formation plénière, que si les trois conditions suivantes sont réunies :

- présence des membres concernés par l'ordre du jour, mentionnés à l'article 5 (1. a-b) ;
- présence de la moitié au moins des membres prévus à l'article 5 (1. a-b) ;
- présence du maire de la commune concernée ou de l'adjoint désigné par lui.

ARTICLE 10 : Les membres non fonctionnaires, ainsi que leurs suppléants, sont désignés pour une durée de trois ans par l'organe exécutif de la collectivité ou de la structure dont ils assurent la représentation.

En cas de décès, d'empêchement ou de démission d'un membre de la commission en cours de mandat, son suppléant siège pour la durée du mandat restant à courir.

ARTICLE 11 : Le président peut appeler à siéger, à titre consultatif, les administrations intéressées non membres de la commission, ainsi que toute personne qualifiée.

ARTICLE 12 : Le maître d'ouvrage, l'exploitant, l'organisateur, le fonctionnaire ou l'agent spécialement désigné, conformément aux dispositions de l'article R. 143-16 du code de la construction et de l'habitation, est tenu d'assister aux visites de sécurité. Il est entendu, à la demande de la commission ou sur sa demande. Il n'assiste pas aux délibérations de la commission.

ARTICLE 13 : Sans préjudice des dispositions du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n°93-711 du 27 mars 1993, la commission émet un avis favorable ou un avis défavorable.

L'avis est obtenu par le résultat du vote à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

ARTICLE 14 : Dans le cadre de sa mission d'étude, de contrôle et d'information prévue à l'article R. 143-26 du code de la construction et de l'habitation, la commission peut proposer à l'autorité de police la réalisation de prescriptions.

ARTICLE 15 : Un compte-rendu est établi au cours de la réunion de la commission ou, à défaut, dans les huit jours suivant la réunion.

Il est signé par le président de séance et approuvé par tous les membres présents.

ARTICLE 16 : Le président de séance signe le procès-verbal portant avis de la commission pour les attributions prévues à l'article 2. Ce procès-verbal est transmis à l'autorité investie du pouvoir de police.

TITRE II : Les sous-commissions spécialisées de la Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité

ARTICLE 17 : Au sein de la Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, il est créé les cinq sous-commissions départementales suivantes :

- une sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur ;
- une sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées ;
- une sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives ;
- une sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie de forêt ;
- une sous-commission départementale pour la sécurité des infrastructures et systèmes de transport visés à l'article 2 (7°) du décret n° 95-260 du 8 mars 1995 ;
- une sous-commission départementale pour la sécurité publique.

Les avis de ces sous-commissions ont valeur d'avis de la Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

CHAPITRE I : La sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur

ARTICLE 18 : La sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, est chargée :

- d'examiner les projets de construction, de création, d'extension, d'aménagement et de transformation des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, ainsi que les dossiers de demande de dérogation au règlement de sécurité ;
- de procéder aux visites de sécurité mentionnées aux articles R. 143-38 et R. 143-41 du code de la construction et de l'habitation dans les établissements recevant du public de 1ère catégorie, et à l'article R. 146-34 du code de la construction et de l'habitation dans les immeubles de grande hauteur ;
- d'examiner les projets de grands rassemblements dans les établissements recevant du public et de procéder, le cas échéant, à la visite d'ouverture ;
- d'homologuer les chapiteaux, tentes et structures ;
- de réviser, à la demande de l'autorité compétente, l'avis formulé par la commission de niveau inférieur, lorsqu'en cas d'avis défavorable, l'exploitant a demandé que la question soit soumise à la commission ;
- de contrôler, à la demande du préfet, l'observation des dispositions réglementaires ;
- d'examiner toutes les questions et demandes d'avis présentées par les maires ou les commissions de niveau inférieur.

ARTICLE 19 : Le préfet du Val-d'Oise peut décider, s'il le juge utile, de soumettre à l'avis de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur un dossier relevant normalement d'une commission d'arrondissement ou d'une commission communale.

ARTICLE 20 : La sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur est présidée par un membre du corps préfectoral ou par le directeur des services du cabinet. Elle peut être présidée également par le chef du service interministériel de défense et de protection civiles (SIDPC) ou son adjoint ou un fonctionnaire de catégorie A désigné par arrêté préfectoral.

ARTICLE 21 : 1 - Sont membres avec voix délibérative pour tous les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur les personnes énumérées ci-après ou leur représentant :

- le chef du service interministériel de défense et de protection civiles (SIDPC) ;
- le directeur départemental des territoires dans les conditions fixées à l'article 25 du présent arrêté ;
- le directeur départemental des services d'incendie et de secours. Son représentant doit être titulaire du brevet de prévention ou du diplôme PRV 2.

2 - Sont membres avec voix délibérative en fonction des affaires traitées :

- le maire de la commune concernée ou l'adjoint ou le conseiller municipal désigné par lui ;
- selon la zone de compétence, le directeur départemental de la sécurité publique ou le commandant du groupement de gendarmerie départementale dans les conditions fixées à l'article 26 du présent arrêté ;
- les autres représentants des services de l'État, membres de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, non mentionnés au 1, mais dont la présence s'avère nécessaire pour l'examen des dossiers inscrits à l'ordre du jour.

3 – Sont membres avec voix consultative en fonction des affaires traitées :

- toute personne qualifiée appelée à siéger par le président ;
- les administrations intéressées non membres de la sous-commission appelées à siéger par le président.

En cas d'absence des représentants des services de l'État ou des fonctionnaires territoriaux membres de la sous-commission ou de leurs suppléants, du maire de la commune ou de son représentant, la sous-commission ne peut délibérer.

Ils peuvent cependant formuler un avis motivé reçu au plus tard lors de la réunion de la sous-commission.

ARTICLE 22 : Le secrétariat de la sous-commission est assuré par le service départemental d'incendie et de secours, qui, en outre, tient à jour la liste des établissements recevant du public du département.

ARTICLE 23 : Il est créé un groupe de visite de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, en charge d'effectuer les visites mentionnées à l'article 18 du présent arrêté.

Le groupe établit un rapport à l'issue de chaque visite. Ce rapport est conclu par une proposition d'avis signée par tous les membres présents et faisant apparaître la position de chacun. Ce document permet à la sous-commission départementale de délibérer.

ARTICLE 24 : Le groupe de visite de la sous-commission comprend obligatoirement :

- le directeur départemental des services d'incendie et de secours ou son représentant titulaire du brevet de prévention ou du diplôme PRV 2 ;
- le directeur départemental des territoires ou son représentant dans les conditions énoncées à l'article 25 du présent arrêté ;
- selon la zone de compétence, le directeur départemental de la sécurité publique ou le commandant du groupement de gendarmerie départementale, ou son représentant, dans les conditions fixées à l'article 26 du présent arrêté ;
- le maire de la commune concerné ou l'adjoint ou le conseiller municipal désigné par lui.

En l'absence de l'un des membres désignés ci-dessus, le groupe de visite ne procède pas à la visite.

Le directeur départemental des services d'incendie et de secours ou son représentant titulaire du brevet de prévention ou du diplôme PRV 2 assure le rôle de rapporteur du groupe de visite de la sous-commission.

ARTICLE 25 : Le directeur départemental des territoires ou son représentant participe :

- aux réunions d'études de la sous-commission plénière. Il ne délibère que sur les propositions des groupes de visite auxquels il a été amené à participer.
- aux visites de réception conduites par la sous-commission plénière ou par le groupe de visite pour les établissements relevant de la compétence de la sous-commission départementale, visés aux articles 18 et 19 du présent arrêté, sous réserve de relever de la 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} catégories.

Il est entendu par visite de réception :

- visite d'ouverture dans le cadre d'un permis de construire ;
 - visite de réception de travaux d'extension et/ou d'aménagement ;
 - visite d'ouverture après fermeture de plus de 10 mois ;
 - visite d'ouverture de manifestations ;
- aux visites d'homologation des chapiteaux, tentes et structures.

Il ne participe pas aux visites périodiques effectuées dans le cadre de la sous-commission dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur.

ARTICLE 26 : Le directeur départemental de la sécurité publique ou le commandant du groupement de gendarmerie selon la zone de compétence, ou son représentant, participe :

- aux visites de réception et visites périodiques conduites par la sous-commission plénière ou par le groupe de visite pour les immeubles de grande hauteur et les établissements relevant de la compétence de la sous-commission ;
- aux visites inopinées ou de contrôle de tous types d'établissements recevant du public ;

ARTICLE 27 : La convocation écrite comportant l'ordre du jour est adressée aux membres de la sous-commission, dix jours avant la date de chaque réunion. Ce délai ne s'applique pas lorsque la sous-commission souhaite tenir une seconde réunion ayant le même objet.

ARTICLE 28 : La saisine par le maire de la sous-commission en vue de l'ouverture d'un établissement recevant du public ou d'un immeuble de grande hauteur, doit être effectuée au minimum un mois avant la date d'ouverture prévue.

ARTICLE 29 : Le maître d'ouvrage, l'exploitant, l'organisateur, le fonctionnaire ou l'agent spécialement désigné conformément aux dispositions de l'article R. 143-16 du code de la construction et de l'habitation, est tenu d'assister aux visites de sécurité. Il est entendu à la demande de la sous-commission ou sur sa demande. Il n'assiste pas aux délibérations de la sous-commission.

ARTICLE 30 : La sous-commission de sécurité n'a pas compétence en matière de solidité. Lors du dépôt de la demande de permis de construire prévu à l'article L. 421-1 du code de l'urbanisme, ou de l'autorisation de travaux prévue à l'article L. 122-3 du code de la construction et de l'habitation, le maître d'ouvrage s'engage à respecter les règles générales de construction prises en application du chapitre 1^{er}, du titre 1^{er} du livre 1^{er} du code de la construction et de l'habitation, notamment celles relatives à la solidité. Cet engagement est versé au dossier et la sous-commission en prend acte. En l'absence de ce document, la sous-commission ne peut examiner le dossier.

Lors de la demande d'autorisation d'ouverture, la sous-commission constate que les documents suivants figurent au dossier :

- l'attestation par laquelle le maître d'ouvrage certifie avoir effectué l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité conformément aux textes en vigueur ;
- l'attestation de la personne ou de l'organisme agréé, lorsque son intervention est obligatoire, précisant que la mission solidité a bien été exécutée.

Ces documents sont fournis par le maître d'ouvrage au moins 48 heures avant la tenue de la sous-commission.

ARTICLE 31 : Avant toute visite d'ouverture, les rapports relatifs à la sécurité des personnes contre les risques d'incendie et de panique établis par les personnes ou organismes agréés lorsque leur intervention est prescrite, doivent être fournis à la sous-commission de sécurité, au minimum 48 heures avant la visite.

ARTICLE 32 : En l'absence des documents visés aux articles 30 et 31 du présent arrêté, qui doivent être remis avant la visite, la sous-commission de sécurité ne peut se prononcer.

ARTICLE 33 : La sous-commission émet un avis favorable ou un avis défavorable. L'avis est obtenu par le résultat du vote à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Les avis écrits motivés, favorables ou défavorables, sont pris en compte lors de ce vote.

ARTICLE 34 : Dans le cadre de sa mission d'étude, de contrôle et d'information prévue à l'article R. 143-26 du code de la construction et de l'habitation, la sous-commission peut proposer à l'autorité de police la réalisation de prescriptions.

ARTICLE 35 : Un compte-rendu est établi à l'issue des réunions de la sous-commission ou, à défaut, dans les huit jours suivant la réunion. Il est signé par le président de séance et approuvé par tous les membres présents.

ARTICLE 36 : Le président de séance signe le procès-verbal portant avis de la commission pour les attributions prévues à l'article 2 du décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la CCDSA. Ce procès-verbal est transmis à l'autorité investie du pouvoir de police.

CHAPITRE II : La sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées

ARTICLE 37 : La sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées a pour attributions :

- l'étude des dossiers relatifs aux domaines mentionnés au 2. de l'article 2 du présent arrêté ;
- les visites d'ouverture des établissements de première catégorie ayant fait l'objet de travaux non soumis à permis de construire.

ARTICLE 38 : Le préfet du Val-d'Oise peut décider, s'il le juge utile, de soumettre à l'avis de la sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées une affaire relevant normalement d'une commission d'arrondissement.

ARTICLE 39 : La sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées est présidée par le directeur départemental des territoires ou son représentant. Ce dernier représente, outre la direction départementale des territoires, le préfet et dispose de sa voix.

ARTICLE 40 : 1 - Sont membres avec voix délibérative pour tous les établissements recevant du public les personnes énumérées ci-après ou leurs suppléants :

- Le directeur départemental des territoires ;
- Le directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités ou son représentant ;
- Quatre représentants des associations de personnes handicapées du département parmi les associations suivantes :
 - a. Le président de l'APAJH 95 ou son représentant ;
 - b. Le président de la FNATH 95 ou son représentant ;
 - c. Le président de l'APF 95 ou son représentant ;
 - d. Le président de l'ANMCGA ou son représentant ;

2 - Sont membres avec voix délibérative en fonction des affaires traitées :

- Le maire de la commune concernée ou l'adjoint ou le conseiller municipal désigné par lui sous réserve des dispositions de l'article 42 du présent arrêté ;
- Pour les dossiers de bâtiments d'habitation : trois représentants des propriétaires et gestionnaires de logements :
 - Le président de l'AORIF 95 ou son représentant ;
 - Le président de la FNAIM 95 ou son représentant ;
 - Le président de la FNPC 95 ou son représentant.

- Pour les dossiers relatifs aux établissements recevant du public et d'installations ouvertes au public, y compris les dossiers d'agendas d'accessibilité programmée : trois représentants des propriétaires et exploitants d'établissement recevant du public
 - Le président de SPACIA ou son représentant ;
 - Le président de la CCI 95 ou son représentant ;
 - Le président de la CMA 95 ou son représentant.
- Pour les dossiers de voirie ou d'espaces publics, trois représentants des maîtres d'ouvrages et gestionnaires de voirie ou d'espaces publics :
 - Le représentant de la direction des routes du Conseil départemental du Val-d'Oise ;
 - Le représentant de la Communauté d'Agglomération Val-Paris ;
 - Le représentant de la Communauté de communes de la Vallée de l'Oise et des trois forêts.
- Pour les schémas directeurs d'accessibilité-agenda d'accessibilité programmée des services de transport, deux personnes qualifiées en matière de transport avec voix délibérative :
 - Le représentant de la Direction des routes du Conseil départemental du Val-d'Oise ;
 - Le représentant de la Communauté de communes de la Vallée de l'Oise et des trois forêts.

3 - Sont membres avec voix consultative en fonction des affaires traitées :

- Le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine ou son représentant ;
- Les autres représentants des services de l'État, membres de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, non mentionnés au 1, mais dont la présence s'avère nécessaire pour l'examen des dossiers inscrits à l'ordre du jour ;
- Toute personne qualifiée appelée à siéger par le président ;
- Les administrations intéressées non membres de la sous-commission appelées à siéger par le président.

Chaque membre peut se faire représenter par un suppléant appartenant à la même catégorie de représentant.

En cas d'absence des représentants des services de l'État ou des fonctionnaires territoriaux membres de la sous-commission ou de leurs suppléants, du maire de la commune ou de son représentant, la sous-commission ne peut délibérer.

Ils peuvent cependant formuler un avis motivé reçu au plus tard lors de la réunion de la sous-commission.

ARTICLE 41 : Le maire de la commune concernée, ou son représentant dûment habilité, participe de manière facultative à l'occasion de l'examen des agendas d'accessibilité programmée qui portent sur un ou plusieurs établissements recevant du public ou installation ouvertes au public qui ne sont pas associés à une demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public en application du II de l'article D. 165-4 du code de la construction et de l'habitation. Il en est de même pour les dossiers liés aux schémas directeurs d'accessibilité-agenda d'accessibilité programmée mentionnés au sixième alinéa du 2. de l'article 2.

ARTICLE 42 : Le secrétariat, ainsi que le rôle de rapporteur de la sous-commission sont assurés par la direction départementale des territoires.

ARTICLE 43 : Il est créé un groupe de visite de la sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées, en charge d'effectuer les visites mentionnées à l'article 37 du présent arrêté.

Le groupe établit un rapport à l'issue de chaque visite. Ce rapport est conclu par une proposition d'avis signée de tous les membres présents et faisant apparaître la position de chacun. Ce document permet à la sous-commission départementale de délibérer.

Le groupe de visite de la sous-commission comprend :

- Le directeur départemental des territoires ou son représentant ;
- Un représentant des associations de personnes handicapées ;
- Le maire de la commune concernée ou l'adjoint ou le conseiller municipal désigné par lui.

En l'absence de plus de la moitié des membres désignés ci-dessus, le groupe de visite ne procède pas à la visite.

Le directeur départemental des territoires assure le rôle de rapporteur du groupe de visite de la sous-commission.

ARTICLE 44 : Le maître d'ouvrage, l'exploitant, l'organisateur, le fonctionnaire ou l'agent spécialement désigné conformément aux dispositions de l'article R. 143-16 du code de la construction et de l'habitation, est tenu d'assister aux visites sur les règles relatives à l'accessibilité. Il est entendu à la demande de la sous-commission ou sur sa demande. Il n'assiste pas aux délibérations de la sous-commission.

ARTICLE 45 : Les dispositions des articles 27, 28, 33, 34, 35 et 36 du présent arrêté sont applicables au fonctionnement de la sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées.

CHAPITRE III : La sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives

ARTICLE 46 : La sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives est chargée préalablement à l'autorisation d'ouverture au public, d'examiner les demandes d'homologation :

- des établissements sportifs de plein air dont la capacité d'accueil est supérieure à 3 000 spectateurs ;
- des établissements sportifs couverts dont la capacité d'accueil est supérieure à 500 spectateurs.

La capacité d'accueil d'une enceinte sportive est définie comme le cumul des places de spectateurs assis :

- dans les tribunes fixes ou mobiles ;
- dans les tribunes provisoires (installées depuis moins de 3 mois) pour une manifestation ponctuelle ;
- dans les tribunes en projet, à construire ou à installer pour un agrandissement définitif ;
- sur les chaises, bancs ou autres.

ARTICLE 47 : La sous-commission est compétente dans tous les cas d'homologation, indépendamment de la consultation éventuelle de la commission nationale de sécurité des enceintes sportives.

La sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives doit également être consultée, sauf urgence, préalablement à tout retrait d'homologation.

ARTICLE 48 : La sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives est présidée par un membre du corps préfectoral, ou par un membre titulaire de la sous-commission désigné au 1 du présent article :

1 – sont membres avec voix délibérative pour toutes les attributions, les personnes énumérées ci-après ou leurs suppléants :

- le chef du service interministériel de défense et de protection civiles (SIDPC) ;
- selon la zone de compétence, le directeur départemental de la sécurité publique ou le commandant du groupement de gendarmerie départementale ;
- le directeur départemental des territoires ;
- le directeur des services départementaux de l'éducation nationale du Val-d'Oise ;
- le directeur départemental des services d'incendie et de secours.

2 – est membre avec voix délibérative en fonction des affaires traitées :

- le maire de la commune concernée ou l'adjoint désigné par lui ou le conseiller municipal désigné par lui ;
- le directeur départemental de la protection des populations.

3 – sont membres avec voix consultative en fonction des affaires traitées :

- le représentant du comité départemental olympique sportif ;
- les représentants des fédérations sportives concernées ;
- le représentant de l'organisme professionnel de qualification en matière de réalisation de sports et de loisirs et le propriétaire de l'enceinte sportive ;
- les représentants des associations des personnes handicapées du département dans la limite de trois membres ;
- toute personne qualifiée appelée à siéger par le président ;
- les administrations intéressées non membres de la sous-commission appelées à siéger par le président.

En l'absence des représentants des services de l'État ou des fonctionnaires territoriaux membres de la sous-commission ou de leurs suppléants, du maire de la commune ou de son représentant, la sous-commission ne peut délibérer.

Ils peuvent cependant formuler un avis motivé reçu au plus tard lors de la réunion de la sous-commission.

ARTICLE 49: Le secrétariat de la sous-commission est assuré par la direction des services départementaux de l'Education Nationale du Val-d'Oise.

ARTICLE 50: Le maître d'ouvrage, l'exploitant, l'organisateur, le fonctionnaire ou l'agent spécialement désigné, est entendu à la demande de la sous-commission ou sur sa demande. Il n'assiste pas aux délibérations de la sous-commission.

ARTICLE 51: Sans préjudice des dispositions de l'article R. 312-13 du code du sport, la sous-commission émet un avis favorable ou un avis défavorable. L'avis est obtenu par le résultat du vote à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Les avis écrits motivés, favorables ou défavorables, sont pris en compte lors de ce vote.

ARTICLE 52: Les dispositions des articles 27, 34, 35 et 36 du présent arrêté sont applicables au fonctionnement la sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives.

ARTICLE 53: Lors de la demande de permis de construire, d'autorisation de travaux ou d'ouverture d'une enceinte sportive soumise à homologation, et afin de satisfaire, dans les établissements recevant du public, aux impératifs liés à la réglementation contre les risques d'incendie et de panique, à l'accessibilité pour les personnes handicapées et à homologation de l'enceinte sportive, les trois sous-commissions départementales de sécurité ERP/IGH, d'accessibilité et homologation des enceintes sportives pourront être réunies ensemble pour l'examen des dossiers, ainsi que pour effectuer les visites de réception.

L'ordre du jour est arrêté d'un commun accord par les secrétariats des trois sous-commissions.

ARTICLE 54: L'homologation est notifiée après avis de la sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives.

L'homologation prend la forme d'un arrêté préfectoral, pris après exécution des prescriptions éventuelles, au vu des conclusions du contrôle technique et à l'issue d'une visite de réception de la sous-commission.

Un refus d'homologation peut porter sur tout ou partie des installations.

CHAPITRE IV : La sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie de forêt

ARTICLE 55 : La sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie de forêt exerce les attributions de la Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité visées au 4. de l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 56 : La sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie de forêt est présidée par un membre du corps préfectoral ou un membre titulaire de la sous-commission désigné au 1 du présent article :

1. Sont membres avec voix délibérative pour toutes les attributions les personnes désignées ci-après ou leurs suppléants :

- le directeur des sécurités de la préfecture ou le chef du service interministériel de défense et de protection civile ;
- le directeur départemental de la sécurité publique ou le commandant du groupement de gendarmerie départemental selon les zones de compétence ;
- le directeur départemental des services d'incendie et de secours ;
- le directeur départemental des territoires ;
- le directeur de l'Office national des forêts ;
- le directeur régional et interdépartemental de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ;
- un représentant du centre régional de la propriété forestière.

2. Sont membres avec voix délibérative en fonction des affaires traitées :

- le maire de la commune concernée ou l'adjoint désigné par lui ;
- les autres représentants des services de l'État, membres de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, non mentionnés au 1, mais dont la présence s'avère nécessaire pour l'examen des dossiers inscrits à l'ordre du jour.

3. Sont membres à titre consultatif en fonction des affaires traitées le président ou son représentant :

- de la chambre d'agriculture ;
- des experts en fonction des affaires traitées.

ARTICLE 57 : Le secrétariat de la sous-commission est assuré par la direction départementale des territoires.

CHAPITRE V : La sous-commission départementale pour la sécurité des infrastructures et systèmes de transport

ARTICLE 58 : La sous-commission départementale pour la sécurité des infrastructures et systèmes de transport exerce les attributions de la Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité visées au 7. de l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 59 : La sous-commission départementale pour la sécurité des infrastructures et systèmes de transport est présidée par un membre du corps préfectoral, ou par un membre titulaire de la sous-commission désigné au 1 du présent article :

1 – sont membres avec voix délibérative pour toutes les attributions, les personnes énumérées ci-après ou leurs suppléants :

- le chef du service interministériel de défense et de protection civiles (SIDPC) ;
- selon la zone de compétence, le directeur départemental de la sécurité publique ou le commandant du groupement de gendarmerie départementale ;
- le directeur du service départemental d'incendie et de secours ;
- le directeur départemental des territoires ;
- le chef de l'unité départementale de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports ;

2 – sont membres avec voix délibérative en fonction des affaires traitées :

- le maire de la commune concernée ou l'adjoint désigné par lui ;
- le président de l'établissement public intercommunal compétent pour le dossier inscrit à l'ordre du jour, ou son représentant ;
- le président du conseil départemental ou un vice-président ou à défaut un conseiller départemental désigné par lui ;
- un ou plusieurs représentants des services de l'État dont la présence s'avérerait nécessaire pour l'examen des dossiers inscrits à l'ordre du jour ;
- le directeur des routes d'Île-de-France ou son représentant (DIRIF) ;
- le commandant de la compagnie autoroutière Nord Île-de-France ou son représentant (CANIF).

3 – est membre avec voix consultative en fonction des affaires traitées :

- un ou plusieurs représentants des services dont la présence s'avérerait nécessaire pour l'examen des dossiers inscrits à l'ordre du jour ;

En l'absence des représentants des services de l'État ou des fonctionnaires territoriaux membres de la sous-commission ou de leurs suppléants, du maire de la commune ou de son représentant, du président de l'établissement public intercommunal ou son représentant, du président du conseil départemental ou son représentant, la sous-commission ne peut délibérer.

Ils peuvent cependant formuler un avis motivé reçu au plus tard lors de la réunion de la sous-commission.

ARTICLE 60: Le secrétariat de la sous-commission est assuré par la direction départementale des territoires.

ARTICLE 61: Le maître d'ouvrage, l'exploitant, le fonctionnaire ou l'agent spécialement désigné, est entendu à la demande de la sous-commission ou sur sa demande. Il n'assiste pas aux délibérations de la sous-commission.

ARTICLE 62: Les dispositions des articles 27, 33, 35 et 36 du présent arrêté sont applicables au fonctionnement la sous-commission départementale pour la sécurité des infrastructures et systèmes de transport.

ARTICLE 63: Lorsqu'un ouvrage ou système de transport concerne plusieurs départements, les sous-commissions compétentes peuvent siéger en formation unique sous la présidence du préfet coordonnateur mentionné dans les décrets d'application de la loi n° 2002-3 du 3 janvier 2002.

ARTICLE 64: La sous-commission peut effectuer des visites de contrôles dans les infrastructures relevant de sa compétence.

CHAPITRE VI : La sous-commission départementale pour la sécurité publique

ARTICLE 65 : La sous-commission départementale pour la sécurité publique exerce les attributions de la Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité visées au 8. de l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 66 : La sous-commission départementale pour la sécurité publique est présidée par le préfet ou son représentant.

En outre :

1 – sont membres avec voix délibérative pour toutes les attributions, les personnes énumérées ci-après ou leurs suppléants :

- le chef du service interministériel de défense et de protection civiles (SIDPC) ;
- le directeur départemental de la sécurité publique ;
- le commandant du groupement de gendarmerie départementale ;
- le directeur départemental des services d'incendie et de secours ;
- le directeur départemental des territoires ;
- trois représentants les constructeurs et les aménageurs :
 - un représentant du Syndicat national des aménageurs-lotisseurs ;
 - un représentant de l'agence foncière territoriale de la région parisienne ;
 - un représentant du groupe immobilier 3F.

2 – est membre avec voix délibérative en fonction des affaires traitées :

- le maire de la commune concernée ou son représentant.

En l'absence des représentants des services de l'État ou des fonctionnaires territoriaux membres de la sous-commission ou de leurs suppléants, du maire de la commune ou de son représentant, la sous-commission ne peut délibérer.

Ils peuvent cependant formuler un avis motivé reçu au plus tard lors de la réunion de la sous-commission.

ARTICLE 67 : Le secrétariat de la sous-commission est assuré par le Service interministériel de défense et de protection civiles (SIDPC).

Le rapporteur de l'étude de sécurité soumise à l'avis de la sous-commission est, selon la zone de compétence, le référent sûreté de la Direction départementale de la sécurité publique ou le référent sûreté du Groupement de gendarmerie départementale.

ARTICLE 68 : L'auteur de l'étude de sécurité soumise à l'avis de la sous-commission, le maître d'ouvrage, l'exploitant, le fonctionnaire ou l'agent spécialement désigné, est entendu à la demande de la sous-commission ou sur sa demande.

ARTICLE 69 : Les dispositions des articles 27, 33, 35 et 36 du présent arrêté sont applicables au fonctionnement la sous-commission départementale pour la sécurité publique.

TITRE III : Les commissions d'arrondissement pour la sécurité et l'accessibilité

CHAPITRE I : Les commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public

ARTICLE 70: Il est créé trois commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public dans chacun des arrondissements suivants : Argenteuil, Sarcelles et Pontoise.

ARTICLE 71: La commission d'arrondissement est compétente pour tous les établissements recevant du public classés en 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème} et 5^{ème} catégories, situés dans son arrondissement.

Elle est chargée de procéder :

- pour toutes les communes de son arrondissement : aux visites de réception technique des établissements recevant du public classés en 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème} catégories, aux visites des CTS recevant plus de 300 personnes, ainsi qu'aux visites d'ouverture des manifestations classées en 2^{ème}, 3^{ème}, et 4^{ème} catégories ;
- pour les communes ne disposant pas d'une commission communale de sécurité : aux visites périodiques des établissements classés en 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème} catégories et 5^{ème} catégorie avec locaux à sommeil ;
- pour les communes ne disposant pas d'une commission communale de sécurité : aux visites de réception technique obligatoires des établissements classés en 5^{ème} catégorie.

Elle est également chargée de :

- contrôler, à la demande du préfet, l'observation des dispositions réglementaires des établissements recevant du public classés en 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème} et 5^{ème} catégories, notamment en procédant dans ces établissements à des visites de contrôle inopinées ou programmées ;
- examiner en premier ressort les litiges éventuels pouvant opposer les exploitants aux commissions communales de sécurité ;
- étudier les demandes d'avis présentés par l'autorité de police.

ARTICLE 72: Dans chacun des arrondissements, la commission est présidée par le sous-préfet de l'arrondissement concerné. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, la présidence est assurée par un autre membre du corps préfectoral ou à défaut un fonctionnaire de catégorie A ou B désigné par arrêté.

Outre le président, sont membres avec voix délibérative en fonction des affaires traitées :

- un sapeur-pompier titulaire du brevet de prévention ou du diplôme PRV 2 ;
- un représentant de la direction départementale des territoires pour les visites de réception technique des établissements de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie ;
- le chef de la circonscription locale de police ou le commandant de compagnie de gendarmerie territorialement compétent ou leur représentant, dans les conditions fixées à l'article 77 du présent arrêté ;
- le maire de la commune concernée ou l'adjoint ou le conseiller municipal désigné par lui.

En l'absence de l'un de ses membres la commission d'arrondissement ne peut délibérer.

Le président peut appeler à siéger toute personne qualifiée ou administration intéressées.

ARTICLE 73: Le secrétariat de la commission est assuré par les services du sous-préfet concerné, ou du service interministériel de défense et de protection civiles s'agissant de l'arrondissement de Pontoise.

ARTICLE 74: Il est créé un groupe de visite pour chaque commission d'arrondissement, en charge d'effectuer les visites mentionnées à l'article 71 du présent arrêté.

Le groupe établit un rapport à l'issue de chaque visite. Ce rapport est conclu par une proposition d'avis signée par tous les membres présents et faisant apparaître la position de chacun. Ce document permet à la commission d'arrondissement ou à la sous-commission départementale de délibérer.

ARTICLE 75 : Le groupe de visite de la commission d'arrondissement comprend :

- un sapeur-pompier titulaire du brevet de prévention ou du diplôme PRV 2 ;
- un représentant de la direction départementale des pour les visites de réception technique des établissements de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie ;
- le chef de la circonscription locale de police ou le commandant de compagnie de gendarmerie territorialement compétent ou leur représentant, dans les conditions fixées à l'article 77 du présent arrêté ;
- le maire de la commune concernée ou son représentant.

En l'absence de l'un de ses membres, le groupe de visite ne procède pas à la visite.

Le directeur départemental des services d'incendie et de secours ou son représentant titulaire de prévention ou du diplôme PRV 2 assure le rôle de rapporteur du groupe de visite de la commission d'arrondissement.

ARTICLE 76 : Le directeur départemental des territoires ou son représentant participe aux visites de réception, inopinées ou de contrôle conduites par la commission ou par le groupe de visite pour les seuls établissements relevant des 2^{ème} et 3^{ème} catégories.

ARTICLE 77 : Le directeur départemental de la sécurité publique ou le commandant du groupement de gendarmerie, selon la zone de compétence, participe aux visites périodiques, de réception, inopinées ou de contrôle conduites par la commission ou le groupe de visite pour les établissements de types P, O, GA, V, ainsi que les centres de rétention administrative, les établissements pénitentiaires et les établissements sous avis défavorable de manière obligatoire, et pour les établissements de type R et N à leur appréciation.

ARTICLE 78 : Les dispositions des articles 27 à 36 du présent arrêté, relatifs à la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, s'appliquent aux trois commissions d'arrondissement dans le cadre de l'exercice de leurs compétences.

ARTICLE 79 : Le président de chaque commission d'arrondissement tient informée la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur de la liste des établissements et des visites effectuées.

Il présente un rapport d'activité au moins une fois par an, à la sous-commission départementale, ou à défaut à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

CHAPITRE II : Les commissions d'arrondissement pour l'accessibilité des personnes handicapées

ARTICLE 80 : Il est créé trois commissions d'arrondissement pour l'accessibilité des personnes handicapées dans les établissements recevant du public dans chacun des arrondissements suivants : Argenteuil, Sarcelles et Pontoise.

ARTICLE 81 : La commission d'arrondissement pour l'accessibilité des personnes handicapées est compétente pour procéder aux visites d'ouverture des établissements recevant du public classés 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} catégories, situés dans son arrondissement et qui ont fait l'objet de travaux non soumis à permis de construire, y compris lorsque les établissements ont fait l'objet d'une dérogation aux règles d'accessibilité.

Elle effectue les visites de réception technique pour les établissements classés 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} catégories situés dans son arrondissement et qui ont fait l'objet de travaux non soumis à permis de construire.

ARTICLE 82 : Dans chacun des arrondissements, la commission est présidée par le sous-préfet de l'arrondissement concerné.

En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, la présidence est assurée par un autre membre du corps préfectoral ou à défaut un fonctionnaire de catégorie A ou B désigné par arrêté.

1- Outre le président, sont membres avec voix délibérative :

- un représentant de la direction départementale des territoires ;
- un représentant des associations des personnes handicapées parmi les cinq associations suivantes :
 - Le Président de l'APAJH 95 ou son représentant ;
 - Le Président de la FNATH 95 ou son représentant ;
 - Le Président de l'APF 95 ou son représentant ;
 - Le président de l'ANMCGA ou son représentant

2 - Est membre avec voix délibérative en fonction des affaires traitées :

- le maire de la commune concernée ou l'adjoint ou le conseiller municipal désigné par lui.

Le président peut appeler à siéger toute personne qualifiée ou administration intéressées.

En l'absence des représentants des services de l'État ou des fonctionnaires territoriaux membres de la sous-commission ou de leurs suppléants, du maire de la commune ou de son représentant, la sous-commission ne peut délibérer.

ARTICLE 83 : Le secrétariat de la commission est assuré par les services du sous-préfet concerné, ou du service interministériel de défense et de protection civiles s'agissant de l'arrondissement de Pontoise. Le rôle de rapporteur de la commission est assuré par la direction départementale des territoires.

ARTICLE 84 : Il est créé un groupe de visite pour chaque commission d'arrondissement pour l'accessibilité des personnes handicapées, en charge d'effectuer les visites mentionnées à l'article 81 du présent arrêté.

Le groupe établit un rapport à l'issue de chaque visite. Ce rapport est conclu par une proposition d'avis signée par tous les membres présents et faisant apparaître la position de chacun. Ce document permet à la sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées ou la commission d'arrondissement compétente de délibérer.

ARTICLE 85 : Le groupe de visite de la sous-commission comprend obligatoirement :

- un représentant de la direction départementale des territoires ;
- le maire de la commune concerné ou son représentant.

En l'absence de l'un de ses membres, le groupe de visite ne procède pas à la visite.

Le représentant de la direction départementale des territoires assure le rôle de rapporteur du groupe de visite de la sous-commission.

ARTICLE 86 : Les dispositions des articles 27, 28, 33, 34, 35, 36 et 44 du présent arrêté sont applicables au fonctionnement de trois commissions d'arrondissement dans le cadre de l'exercice de leurs compétences.

ARTICLE 87 : Le président de chaque commission d'arrondissement tient informée la sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées de la liste des établissements et des visites effectuées.

Il présente un rapport d'activité au moins une fois par an, à la sous-commission départementale, ou à défaut à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

Titre IV : Dispositions finales :

ARTICLE 88: Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté du préfet du Val-d'Oise n°2020-0024 du 15 octobre 2020 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, à ses sous-commissions spécialisées et aux commissions d'arrondissement dans le Val-d'Oise ;

ARTICLE 89: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, dans un délai de deux mois à compter de sa notification¹.

ARTICLE 90: Le directeur de cabinet, les sous-préfets d'arrondissements, les directeurs départementaux interministériels, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le chef du Service interministériel de défense et de protection civiles, les maires du Val-d'Oise et la présidente du conseil départemental du Val-d'Oise, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux membres de la commission et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-d'Oise.

Fait à Cergy, le **20 JUIN 2023**

Le préfet,

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet, Directeur de cabinet


Thomas FOURGEOT

1

Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de la réception de sa notification. Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application 'Télérecours citoyens' (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Dans ce même délai de 2 mois, il peut :

- soit faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Val-d'Oise ;
- soit faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur, Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques –
Place Beauvau – 75 800 Paris cedex 08.

L'exercice d'un seul des recours gracieux ou hiérarchique proroge la possibilité de saisir le tribunal administratif.

20

Arrêté n° 2023-476 relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité, à ses sous-commissions spécialisées et aux commissions d'arrondissement dans le Val-d'Oise

Arrêté n° A 23-181

Portant transfert des compétences « stockage » et « distribution » de l'eau potable de la commune de Nucourt au Syndicat intercommunal d'Alimentation en Eau potable (SIAEP) du Vexin Ouest

Le préfet du Val-d'Oise

Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.5211-17 et L. 5212-16 ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 février 1948 autorisant la création du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de la région de Magny-en-Vexin ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 janvier 1955 autorisant l'adhésion de la commune de La Chapelle-en-Vexin au syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de la région de Magny-en-Vexin qui devient : syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable des communes de Magny-en-Vexin, Saint-Gervais et La Chapelle-en-Vexin ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 mai 2013 portant modification de l'article 4 des statuts du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable des communes de Magny-en-Vexin, Saint-Gervais et La Chapelle-en-Vexin ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 février 2016 portant adhésion des communes de Genainville et de Hodent au syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable des communes de Magny-en-Vexin, Saint-Gervais et La Chapelle-en-Vexin, pour l'exercice de la compétence « production et transport » d'eau potable ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 février 2017 portant adhésion des communes de Chaussy et Omerville au Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable des communes de Magny-en-Vexin, Saint-Gervais et La Chapelle-en-Vexin ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2017 autorisant l'adhésion de la commune d'Hodent au syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable des communes de Magny-en-Vexin, Saint-Gervais et la Chapelle-en-Vexin pour l'exercice de la compétence « stockage et distribution » d'eau potable ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 mars 2018 autorisant l'adhésion de la commune de Nucourt au syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable des communes de Magny-en-Vexin, Saint-Gervais et La chapelle-en-Vexin pour l'exercice de la compétence « production » d'eau potable et le changement de dénomination dudit syndicat ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 mars 2018 modifiant l'article 2 de l'arrêté préfectoral A 18 – 090 du 15 mars 2018 autorisant le changement de dénomination du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable des communes de Magny-en-Vexin, Saint-Gervais et La Chapelle-en-Vexin ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2019 portant transfert de la compétence « stockage et distribution » d'eau potable des communes de Chaussy et d'Omerville ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2020 portant modification des statuts dudit syndicat ;

Vu la délibération du 15 Novembre 2022 du conseil municipal de la commune de Nucourt sollicitant le transfert des compétences «stockage» et « distribution » d'eau potable au syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable du Vexin Ouest ;

Vu la délibération du 7 Décembre 2022 du comité syndical du SIAEP du Vexin Ouest approuvant le transfert des compétences « stockage » et « distribution » d'eau potable de la commune de Nucourt ;

VU les délibérations des conseils municipaux, de Chaussy du 26 Janvier 2023, de Genainville du 16 Février 2023, de Hodent du 26 Janvier 2023, de Magny-en-Vexin du 28 février 2023, d'Omerville du 02 Février 2023, de Saint-Gervais du 12 Janvier 2023 approuvant le transfert des compétences « stockage » et « distribution » d'eau potable de la commune de Nucourt au Syndicat intercommunal d'Alimentation en Eau potable au Vexin ouest ;

Vu l'absence d'avis du conseil municipal de la commune de la Chapelle en Vexin valant décision favorable, en application de l'article L.5211-17 du CGCT ;

CONSIDÉRANT que les conditions de majorité qualifiée prévues par les dispositions de l'article L.5211-17 du CGCT susvisés soit réunies ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise.

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er} : Est autorisé le transfert des compétences « stockage » et « distribution » de l'eau potable de la commune de Nucourt au Syndicat intercommunal d'Alimentation en Eau potable du Vexin Ouest.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera notifié à la présidente du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable du Vexin Ouest, ainsi qu'aux maires des communes membres. Il sera également publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département, consultable sur le site internet de la préfecture à l'adresse suivante : <http://www.val-doise.gouv.fr/>.

ARTICLE 3 : En application des dispositions de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application "Télérecours citoyens" (informations et accès au service disponible à l'adresse suivante : www.télérecours.fr).

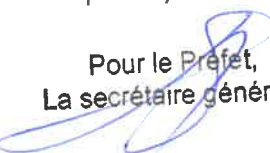
ARTICLE 4 : La secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, le directeur départemental des finances publiques du Val-d'Oise, la présidente du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable du Vexin Ouest, les maires des communes intéressées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy, le

23 JUIN 2023

Le préfet,

Pour le Préfet,
La secrétaire générale



Laetitia CESARI-GIORDANI



**PRÉFET
DU VAL-D'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

ARRÊTÉ
portant agrément n° 15-95-2023
pour l'exercice de l'activité de domiciliation d'entreprises
à la société DOM & GES
sise 8 bis rue de la République à Ermont (95120)

Le préfet du Val-d'Oise

Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu la directive 2005/60/CE du parlement et du conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ;

Vu le code de commerce, notamment les articles L123-10 à L123-11-8 et R123-166-1 à R123-171 ;

Vu le code monétaire et financier, notamment les articles L561-2, L561-37 à L561-43 et R561-39 à R561-50 ;

Vu le décret du Président de la République en date du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 23-032 modifiant l'arrêté préfectoral n° 23-016 donnant délégation de signature à Mme Julie PARISET, directrice de la citoyenneté et de la légalité ;

Vu le dossier de demande d'agrément présenté le 15/06/2023 par la société DOM & GES dont le siège social se situe 8 bis rue de la République à Ermont (95120) ;

Vu les justificatifs produits pour l'exercice des prestations de domiciliation et pour l'honorabilité des dirigeants ainsi que des actionnaires ou associés détenant au moins 25 % des voix, des parts ou des droits de vote ;

Considérant que la société DOM & GES dispose d'un établissement principal sis 8 bis rue de la République à Ermont (95120) ;

Considérant que la société DOM & GES dispose en ses locaux, d'une pièce propre destinée à assurer la confidentialité nécessaire et la met à disposition des personnes domiciliées, pour leur permettre une réunion régulière des organes chargés de la direction, de l'administration ou de la surveillance de l'entreprise qui s'y domicilie ainsi que la tenue, la conservation et la consultation des livres, registres et documents prescrits par les lois et règlements, conformément notamment à l'article R123-168 du code de commerce ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 : La société DOM & GES est agréée pour l'exercice de l'activité de domiciliation d'entreprises.

Article 2 : La société DOM & GES est autorisée à exercer l'activité de domiciliation pour l'établissement principal sis 8 bis rue de la République à Ermont (95120).

Article 3 : Le présent agrément est délivré pour une durée de 6 ans à compter du 20 juin 2023, soit jusqu'au 20 juin 2029.

Article 4 : Tout changement substantiel, dans les indications prévues à l'article R123-166-2 du code du commerce et toute création d'établissement secondaire par l'entreprise de domiciliation, sera porté à la connaissance du préfet, dans les conditions prévues à l'article R123-166-4 du même code.

Article 5 : Dès lors que les conditions prévues aux 3° et 4° de l'article R123-166-2 du code du commerce ne seront plus respectées, l'agrément sera suspendu ou retiré.

Article 6 : La secrétaire générale de la préfecture est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la société DOM & GES et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le Val-d'Oise.

Cergy-Pontoise, le 20 juin 2023

Pour le préfet et par délégation,
la directrice,



Julie PARISET



**PRÉFET
DU VAL-D'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

ARRÊTÉ DE CONVOCATION n° 2023-076

**Désignation de délégués et de suppléants
en vue de l'élection des sénateurs**

COMMUNE DE BOISSY-L'AILLERIE

**LE PRÉFET DU VAL-D'OISE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

VU le code électoral et notamment ses articles L. 293 et R. 148 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2023-068 du 23 mai 2023 fixant le nombre de délégués des conseils municipaux ;

VU le jugement n° 2308283-2 du 22 juin 2023 du tribunal administratif de CERGY-PONTOISE annulant, dans la commune de BOISSY-L'AILLERIE, les élections des délégués et des suppléants en vue de l'élection des sénateurs ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'organiser de nouvelles élections pour compléter le tableau des électeurs ;

Sur proposition de la secrétaire générale

ARRÊTÉ

Article 1 : Le conseil municipal de BOISSY-L'AILLERIE est convoqué le **jeudi 29 juin 2023** en vue de la **désignation de délégués et de suppléants** au sein du collège électoral qui sera chargé de procéder à l'élection des sénateurs. Cette date doit être impérativement respectée.

Le maire de la commune de BOISSY-L'AILLERIE fixera le lieu et l'heure de la réunion.

Article 2 : Ce nouveau scrutin se déroule selon les mêmes modalités que le scrutin initial, déjà mentionnées dans l'arrêté n°2 023-068 du 23 mai 2023.

Article 3 : En cas d'absence de quorum le jeudi 29 juin 2023, le conseil municipal se réunira le lundi 3 juillet 2023.

Article 4 : Le procès-verbal et ses annexes devront être apportés à la préfecture du Val-d'Oise le vendredi 30 juin 2023 au matin.

Article 5 : La secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise et le maire de BOISSY-L'AILLERIE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui devra être affiché à la porte de la mairie, notifié immédiatement à tous les membres du conseil municipal, par les soins du maire et publié au recueil des actes administratifs de l'État.

A Cergy, le **23 JUIN 2023**

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire générale

Mme Laetitia CESARI-GIORDANI

ARRÊTÉ DE CONVOCATION n° 2023-077

**Désignation de délégués et de suppléants
en vue de l'élection des sénateurs**

COMMUNE DE BRUYÈRES-sur-OISE

**LE PRÉFET DU VAL-D'OISE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

VU le code électoral et notamment ses articles L. 293 et R.148 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2023-068 du 23 mai 2023 fixant le nombre de délégués des conseils municipaux ;

VU le jugement n° 2308284-2 du 22 juin 2023 du tribunal administratif de CERGY-PONTOISE annulant, dans la commune de BRUYÈRES-sur-OISE, les élections des délégués et des suppléants en vue de l'élection des sénateurs ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'organiser de nouvelles élections pour compléter le tableau des électeurs ;

Sur proposition de la secrétaire générale,

A R R E T E

Article 1 : Le conseil municipal de BRUYÈRES-sur-OISE est convoqué le **jeudi 29 juin 2023** en vue de la **désignation de délégués et de suppléants** au sein du collège électoral qui sera chargé de procéder à l'élection des sénateurs. Cette date doit être impérativement respectée.

Le maire de la commune de BRUYÈRES-sur-OISE fixera le lieu et l'heure de la réunion.

Article 2 : Ce nouveau scrutin se déroule selon les mêmes modalités que le scrutin initial, déjà mentionnées dans l'arrêté n° 2023-068 du 23 mai 2023.

Article 3 : En cas d'absence de quorum le jeudi 29 juin 2023, le conseil municipal se réunira le lundi 3 juillet 2023.

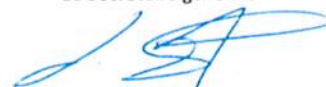
Article 4 : Le procès-verbal et ses annexes devront être apportés à la préfecture du Val-d'Oise le vendredi 30 juin 2023 au matin.

Article 5: La secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise et le maire de BRUYÈRES-sur-OISE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui devra être affiché à la porte de la mairie, notifié immédiatement à tous les membres du conseil municipal, par les soins du maire et publié au recueil des actes administratifs de l'État.

A Cergy, le **23 JUIN 2023**

Fait à Cergy, le 23 juin 2023

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire générale



Mme Laetitia CESARI-GIORDANI

ARRÊTÉ DE CONVOCATION n° 2023-078

**Désignation de délégués et de suppléants
en vue de l'élection des sénateurs**

COMMUNE DE MAGNY-en-VEXIN

**LE PRÉFET DU VAL-D'OISE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

VU le code électoral et notamment ses articles L. 293 et R.148 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2023-068 du 23 mai 2023 fixant le nombre de délégués des conseils municipaux ;

VU le jugement n° 2308286-2 du 22 juin 2023 du tribunal administratif de CERGY-PONTOISE annulant, dans la commune de MAGNY-en-VEXIN, les élections des délégués et des suppléants en vue de l'élection des sénateurs ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'organiser de nouvelles élections pour compléter le tableau des électeurs ;

Sur proposition de la secrétaire générale,

A R R E T E

Article 1 : Le conseil municipal de MAGNY-en-VEXIN est convoqué le **jeudi 29 juin 2023** en vue de la **désignation de délégués et de suppléants** au sein du collège électoral qui sera chargé de procéder à l'élection des sénateurs. Cette date doit être impérativement respectée.

Le maire de la commune de MAGNY-en-VEXIN fixera le lieu et l'heure de la réunion.

Article 2 : Ce nouveau scrutin se déroule selon les mêmes modalités que le scrutin initial, déjà mentionnées dans l'arrêté n° 2023-068 du 23 mai 2023.

Article 3 : En cas d'absence de quorum le jeudi 29 juin 2023, le conseil municipal se réunira le lundi 3 juillet 2023.

Article 4 : Le procès-verbal et ses annexes devront être apportés à la préfecture du Val-d'Oise le vendredi 30 juin 2023 au matin.

Article 5: La secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise et le maire de MAGNY-en-VEXIN sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui devra être affiché à la porte de la mairie, notifié immédiatement à tous les membres du conseil municipal, par les soins du maire et publié au recueil des actes administratifs de l'État.

Fait à Cergy, le 23 juin 2023

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire générale


Mme Laetitia CESARI-GIORDANI



**PRÉFET
DU VAL-D'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

ARRÊTÉ DE CONVOCATION n° 2023-079

**Désignation de délégués et de suppléants
en vue de l'élection des sénateurs**

COMMUNE DE VALMONDOIS

LE PRÉFET DU VAL-D'OISE

CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU le code électoral et notamment ses articles L. 293 et R. 148 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2023-068 du 23 mai 2023 fixant le nombre de délégués des conseils municipaux ;

VU le jugement n° 2308289-2 du 22 juin 2023 du tribunal administratif de CERGY-PONTOISE annulant, dans la commune de VALMONDOIS, les élections des délégués et des suppléants en vue de l'élection des sénateurs ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'organiser de nouvelles élections pour compléter le tableau des électeurs ;

Sur proposition de la secrétaire générale,

A R R E T E

Article 1 : Le conseil municipal de VALMONDOIS est convoqué le **vendredi 30 juin 2023** en vue de la **désignation de délégués et de suppléants** au sein du collège électoral qui sera chargé de procéder à l'élection des sénateurs. Cette date doit être impérativement respectée.

Le maire de la commune de VALMONDOIS fixera le lieu et l'heure de la réunion.

Article 2 : Ce nouveau scrutin se déroule selon les mêmes modalités que le scrutin initial, déjà mentionnées dans l'arrêté n° 2023-068 du 23 mai 2023.

Article 3 : En cas d'absence de quorum le vendredi 30 juin 2023, le conseil municipal se réunira le mardi 4 juillet 2023.

Article 4 : Le procès-verbal et ses annexes devront être apportés à la préfecture du Val-d'Oise le lundi 3 juillet 2023 au matin.

Article 5 : La secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise et le maire de VALMONDOIS sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui devra être affiché à la porte de la mairie, notifié immédiatement à tous les membres du conseil municipal, par les soins du maire et publié au recueil des actes administratifs de l'État.

A Cergy, le 23 JUIN 2023

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire générale

Mme Laetitia CESARI-GIORDANI



**PRÉFET
DU VAL-D'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

ARRÊTÉ DE CONVOCATION n° 2023-080

**Désignation de délégués et de suppléants
en vue de l'élection des sénateurs**

COMMUNE DE CHARS

**LE PRÉFET DU VAL-D'OISE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

VU le code électoral et notamment ses articles L. 293 et R.148 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2023-068 du 23 mai 2023 fixant le nombre de délégués des conseils municipaux ;

VU le jugement n° 2308281-2 du 22 juin 2023 du tribunal administratif de CERGY-PONTOISE annulant, dans la commune de CHARS, les élections des délégués et des suppléants en vue de l'élection des sénateurs ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'organiser de nouvelles élections pour compléter le tableau des électeurs ;

Sur proposition de la secrétaire générale,

A R R E T E

Article 1 : Le conseil municipal de CHARS est convoqué le **vendredi 30 juin 2023** en vue de la **désignation de délégués et de suppléants** au sein du collège électoral qui sera chargé de procéder à l'élection des sénateurs. Cette date doit être impérativement respectée.

La maire de la commune de CHARS fixera le lieu et l'heure de la réunion.

Article 2 : Ce nouveau scrutin se déroule selon les mêmes modalités que le scrutin initial, déjà mentionnées dans l'arrêté n° 2023-068 du 23 mai 2023.

Article 3 : En cas d'absence de quorum le vendredi 30 juin 2023, le conseil municipal se réunira le mardi 4 juillet 2023.

Article 4 : Le procès-verbal et ses annexes devront être apportés à la préfecture du Val-d'Oise le lundi 3 juillet 2023 au matin.

Article 5: La secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise et la maire de CHARS sont chargées de l'exécution du présent arrêté qui devra être affiché à la porte de la mairie, notifié immédiatement à tous les membres du conseil municipal, par les soins du maire et publié au recueil des actes administratifs de l'État.

A Cergy, le 23 JUIN 2023

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire générale

Mme Laetitia CESARI-GIORDANI

ARRÊTÉ DE CONVOCATION n° 2023-081

**Désignation de délégués et de suppléants
en vue de l'élection des sénateurs**

COMMUNE DE PRESLES

**LE PRÉFET DU VAL-D'OISE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

VU le code électoral et notamment ses articles L 293 et R 148 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2023-068 du 23 mai 2023 fixant le nombre de délégués des conseils municipaux ;

VU le jugement n° 2308288-8 du 22 juin 2023 du tribunal administratif de CERGY-PONTOISE annulant, dans la commune de PRESLES, les élections des délégués et des suppléants en vue de l'élection des sénateurs ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'organiser de nouvelles élections pour compléter le tableau des électeurs ;

Sur proposition de la secrétaire générale,

A R R E T E

Article 1 : Le conseil municipal de PRESLES est convoqué le **lundi 3 juillet 2023** en vue de la **désignation de délégués et de suppléants** au sein du collège électoral qui sera chargé de procéder à l'élection des sénateurs. Cette date doit être impérativement respectée.

La maire de la commune de PRESLES fixera le lieu et l'heure de la réunion.

Article 2 : Ce nouveau scrutin se déroule selon les mêmes modalités que le scrutin initial, déjà mentionnées dans l'arrêté n° 2023-068 du 23 mai 2023.

Article 3 : En cas d'absence de quorum le lundi 3 juillet 2023, le conseil municipal se réunira le jeudi 6 juillet 2023.

Article 4 : Le procès-verbal et ses annexes devront être apportés à la préfecture du Val-d'Oise le mardi 4 juillet 2023 au matin.

Article 5 : La secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise et la maire de PRESLES sont chargées de l'exécution du présent arrêté qui devra être affiché à la porte de la mairie, notifié immédiatement à tous les membres du conseil municipal, par les soins du maire et publié au recueil des actes administratifs de l'État.

A Cergy, le **23 JUIN 2023**

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire générale



Mme Laetitia CESARI-GIORDANI



Récépissé n° D.2023-134

**de déclaration d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N°SAP952 749 943**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5;

Vu l'arrêté préfectoral n° 22-084 du 28 mars 2022 donnant délégation de signature à M Riad BOUHAFS, Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarité du Val d'Oise.

Vu l'arrêté n° DDETS-95-A-2023-032 en date du 27 avril 2023 portant modification de l'arrêté n°DDETS-95-A-2023-006 donnant subdélégation de signature administrative aux collaborateurs de M. Riad BOUHAFS, Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarités ;

Le préfet du Val-d'Oise

Constate

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès du service instructeur du Val-d'Oise, le 22 mai 2023 par Mme. Christel ERNEST DIT ALBAN en qualité de dirigeante, dont l'établissement principal est situé 71 avenue de DOMONT 95160 MONTMORENCY et enregistré sous le N° SAP952749943 pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers (mode d'intervention Prestataire)

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-15, les activités nécessitant un agrément (l de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément dans le ou les département(s) d'exercice de ses activités.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Cergy, le 20 JUIN 2023

Pro Le directeur départemental

Responsable du Service
Insertion des Publics en difficulté

Sophie ASTIC

Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités

Site cité administrative : CS 20105 - 5 avenue Bernard Hirsch 95010 CERGY-PONTOISE CEDEX

Site Atrium : CS 20305 - 3, boulevard de l'Oise 95014 CERGY-PONTOISE CEDEX

Téléphone : 01.34.20.95.95 – télécopie : 01 77 63 61 99 – courriel : ddets@val-doise.gouv.fr

Horaires d'accueil : du lundi au vendredi 9h – 12h et 14h – 17h – www.val-doise.gouv.fr

La présente décision peut, à compter de sa publication, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la DDETS du Val-d'Oise ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - Direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 6, rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex13.

Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication auprès du Tribunal Administratif de Cergy – 2/4 Boulevard de l'Hautil - BP 322 -95027 CERGY PONTOISE CEDEX.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.



Récépissé n° D.2023-152

**de déclaration d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N°SAP898962782**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5;

Vu l'arrêté préfectoral n° 22-084 du 28 mars 2022 donnant délégation de signature à M Riad BOUHAFS, Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarité du Val d'Oise.

Vu l'arrêté n° DDETS-95-A-2023-032 en date du 27 avril 2023 portant modification de l'arrêté n°DDETS-95-A-2023-006 donnant subdélégation de signature administrative aux collaborateurs de M. Riad BOUHAFS, Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarités ;

Le préfet du Val-d'Oise

Constata

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès du service instructeur du Val-d'Oise le 13/06/23 par M. IKHLEF Nassima en qualité de dirigeante, pour l'organisme NI.SERVICES dont l'établissement principal est situé 16 BIS RUE DE MONTMORENCY 95410 GROSLAY et enregistré sous le N° SAP898962782 pour les activités suivantes :

- Garde d'enfants de plus de 3 ans (mode d'intervention Prestataire)
- Soutien scolaire ou cours à domicile (mode d'intervention Prestataire)
- Accompagnement des enfants de plus de 3 ans (mode d'intervention Prestataire)
- Entretien de la maison et travaux ménagers (mode d'intervention Prestataire)
- Travaux de petit bricolage (mode d'intervention Prestataire)
- Livraison de repas à domicile (mode d'intervention Prestataire)
- Collecte et livraison de linge repassé (mode d'intervention Prestataire)
- Livraison de course à domicile (mode d'intervention Prestataire)

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-15, les activités nécessitant un agrément (l de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément dans le ou les département(s) d'exercice de ses activités.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Cergy, le **23** JUIN 2023

P/Le Directeur Départemental
Responsable du Service
Insertion des Publics en difficulté

Sophie ASTIC

La présente décision peut, à compter de sa publication, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la DDETS du Val-d'Oise ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - Direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 6, rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex13.

Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication auprès du Tribunal Administratif de Cergy – 2/4 Boulevard de l'Hautil - BP 322 -95027 CERGY PONTOISE CEDEX.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.



**Récépissé n° D.2023-154
de déclaration d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N°SAP 923584312**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5;

Vu l'arrêté préfectoral n° 22-084 du 28 mars 2022 donnant délégation de signature à M Riad BOUHAFS, Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Val d'Oise.

Vu l'arrêté n° DDETS-95-A-2023-032 en date du 27 avril 2023 portant modification de l'arrêté n°DDETS-95-A-2023-006 donnant subdélégation de signature administrative aux collaborateurs de M. Riad BOUHAFS, Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarités ;

Le préfet du Val-d'Oise

Constate

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès du service instructeur du Val-d'Oise Cergy, le 14/06/23 par Monsieur Kader Daouda OUATTARA en qualité de dirigeant(e), pour l'organisme dont l'établissement principal est situé chez Kante 13 rue de la clef des champs 95180 MENU COURT et enregistré sous le N° SAP923584312 pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux divers travaux ménagers

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-15, les activités nécessitant un agrément (l de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément dans le ou les département(s) d'exercice de ses activités.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Cergy, le 23 JUIN 2023

P/Le Directeur Départemental
Responsable du Service
Insertion des Publics en difficulté

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'S' followed by a horizontal line and a loop.

Sophie ASTIC



**PRÉFET
DU VAL-D'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de l'emploi
du travail et des solidarités**

Récépissé n° D.2023-158

**de déclaration d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N°SAP903134344**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5;

Vu l'arrêté préfectoral n° 22-084 du 28 mars 2022 donnant délégation de signature à M Riad BOUHAFS, Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarité du Val d'Oise.

Vu l'arrêté n° DDETS-95-A-2023-032 en date du 27 avril 2023 portant modification de l'arrêté n°DDETS-95-A-2023-006 donnant subdélégation de signature administrative aux collaborateurs de M. Riad BOUHAFS, Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarités ;

Le préfet du Val-d'Oise

Constata

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès du service instructeur du Val-d'Oise, le 12/06/23 par Mme. BENABDALLAH IMANE en qualité de dirigeante, dont l'établissement principal est situé 91 RUE HAUTE 95170 DEUIL-LA-BARRE et enregistré sous le N° SAP903134344 pour les activités suivantes :

- Garde d'enfants de plus de 3 ans (mode d'intervention Prestataire)
- Entretien de la maison et travaux ménagers (mode d'intervention Prestataire)

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-15, les activités nécessitant un agrément (l de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément dans le ou les département(s) d'exercice de ses activités.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Cergy, le 23 JUIN 2023

P/Le Directeur Départemental
Responsable du Service
Insertion des Publics en difficulté

Sophie ASTIC

La présente décision peut, à compter de sa publication, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la DDETS du Val-d'Oise ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - Direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 6, rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex13.

Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication auprès du Tribunal Administratif de Cergy – 2/4 Boulevard de l'Hautil - BP 322 -95027 CERGY PONTOISE CEDEX.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.



**Récépissé n° D.2023-159
de déclaration d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N°SAP835350877**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5;

Vu l'arrêté préfectoral n° 22-084 du 28 mars 2022 donnant délégation de signature à M Riad BOUHAFS, Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarité du Val d'Oise.

Vu l'arrêté n° DDETS-95-A-2023-032 en date du 27 avril 2023 portant modification de l'arrêté n°DDETS-95-A-2023-006 donnant subdélégation de signature administrative aux collaborateurs de M. Riad BOUHAFS, Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarités ;

Le préfet du Val-d'Oise

Constate

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès du service instructeur du Val-d'Oise, le 08/06/23 par M. BOURAI MASSINISSA en qualité de dirigeant, dont l'établissement principal est situé 8 AV ADOLPHE CHAUVIN 95300 PONTOISE et enregistré sous le N° SAP835350877 pour les activités suivantes :

- Soutien scolaire ou cours à domicile (mode d'intervention Prestataire)

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-15, les activités nécessitant un agrément (l de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément dans le ou les département(s) d'exercice de ses activités.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Cergy, le **23 JUIN 2023**

P/Le Directeur Départemental
Responsable du Service
Insertion des Publics en difficulté

Sophie ASTIC

La présente décision peut, à compter de sa publication, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la DDETS du Val-d'Oise ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - Direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 6, rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex13.

Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication auprès du Tribunal Administratif de Cergy – 2/4 Boulevard de l'Hautil - BP 322 -95027 CERGY PONTOISE CEDEX.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.